



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille **vingt-quatre**,  
 Le **vingt-sept septembre**,  
 le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var)  
 dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,  
 en mairie sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire**.  
Date de convocation du Conseil Municipal : 20 septembre 2024.



### Nombre de Conseillers :

en exercice : 27

Présents ou  
Représentés : 23

Absents : 04

Votants : 23



### Objet :

### INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU)

Présents : MM. Jérémy **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Christian **BENTOUMI** - Anastasia **BRENGUIER** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI-PERNEY** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Max **FABRE** - Franck **JAMAIN** - Colette **LAIRE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Georges **AYMONIN** - Josiane **VILAIN**.

Représentés : MM. Laurence **BERLEMONT** représentée par Anastasia **BRENGUIER** - Anaïs **DUFEUX** représentée par Géraldine **DUDON** - Marie-Sylvie **GROVER** représentée par Colette **ALEXANDRE** - Julien **LASSAUQUE** représenté par Christian **BENTOUMI**.

Absent : MM. Sophie **ARGOUARC'H** - Patrick **FALANTIN** - Norbert **GIRAUD** - Olivier **BARALE**.

Secrétaire de séance : M. Christian LEFEVRE



Rapporteur : M. Christian LEFEVRE

La Commune du Val, ayant approuvé la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 24 juillet 2024, a perdu son droit de préemption urbain lié au PLU précédent approuvé en 2019 (délibération n° 2019/078).

Le Droit de préemption urbain (DPU) est une procédure qui permet à une personne morale de droit public d'acquérir en priorité, sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser, un bien immobilier mis en vente.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 juillet 2024, la commune du Val souhaite instituer à nouveau son Droit de préemption urbain selon les dispositions en vigueur de l'article L.211-1 et de l'article L.210-1 du Code de l'urbanisme.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir entendu l'exposé,  
 Après en avoir délibéré,  
 A l'unanimité,

**VU** les articles L.2122-22 et L.2122-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°2024/069 du 24 juillet 2024 par laquelle le Conseil municipal approuve la révision du Plan Local l'Urbanisme du Val,

**CONSIDERANT** l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme, qui précise que les communes dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, dans les zones et secteurs définis par un plan de prévention des risques technologiques en application de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, dans les zones soumises aux servitudes prévues au II de l'article L. 211-12 du même code, sur tout ou partie des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse délimités conformément aux articles L. 5112-1 et L. 5112-2 du code général de la propriété des personnes publiques, ainsi que sur tout ou partie de leur territoire couvert par un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé en application de l'article L. 313-1 du présent code lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires,

**CONSIDERANT** l'article L210-1 du Code de l'urbanisme, qui dispose que les droits de préemption (...) sont exercés en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1, à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels, à préserver la qualité de la ressource en eau et à permettre l'adaptation des territoires au recul du trait de côte, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

**DECIDE :**

**D'instituer** le Droit de Préemption Urbain sur les secteurs tels qu'ils figurent aux plans ci-annexés du PLU approuvé en date du 24 juillet 2024 :

- Zones urbaines : UA, UB, UC, UD, UD2, UE, UF, Uh, Um, Ueq (ces zones incluent leur sous-secteur),
- Zones à urbaniser : 1 AUeq,

**Précise** que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire lorsqu'elle aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une mention dans deux journaux officiels diffusés sur le Département,

Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R.151- 52/7° du Code de l'urbanisme,

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du public, conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme,

**Prend acte** que conformément à l'article L.2122-23 susvisé les décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil Municipal feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires.

Ampliation de la présente délibération à :

- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Directeur Départemental des finances publiques,
- Monsieur le Président du Conseil supérieur du notariat,
- A la Chambre Départementale des Notaires,
- Au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- Au greffe du même Tribunal.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le secrétaire de séance,  
**Christian LEFEVRE**



Le Maire,  
**Jérémy GIULIANO**

